



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme alimentaire mondial

RAPPORT SPÉCIAL

Extrait

MISSION CONJOINTE FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SOUDAN DU SUD

28 mars 2018



Le présent rapport a été établi par Alessandro Costantino et Wondimagegne Shiferaw (FAO) et Rogério Bonifácio (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

*Mario Zappacosta
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international
et des marchés, EST/FAO
Mél: giews1@fao.org*

*Valerie Guarnieri
Directeur régional
Afrique de l'Est et du Centre,
RBN/PAM
Mél: valerie.guarnieri@wfp.org*

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giews/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR.

À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

R A P P O R T S P É C I A L

Extrait

**MISSION CONJOINTE FAO/PAM D'ÉVALUATION DES
RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU
SOUDAN DU SUD**

28 mars 2018

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2018

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Photographies: ©FAO/ A. Gonzalez Farran and L. Visser.

Faits saillants de la mission

- La production céréalière nette de 2017 (après déduction des pertes après-récolte et de l'utilisation à des fins de semences) est estimée à 764 107 tonnes dans le secteur traditionnel, le plus petit volume récolté depuis le début du conflit, inférieur de 7,5 pour cent à celui de 2016 et de 14 pour cent à la moyenne quinquennale.
- Avec une population projetée d'environ 11,4 millions de personnes à la mi-2018, le déficit céréalier global pour la campagne de commercialisation janvier-décembre 2018 est estimé à environ 482 000 tonnes, soit 26 pour cent de plus que le déficit estimé pour 2017.
- En dépit de précipitations globalement satisfaisantes sur la plupart du pays, la campagne agricole de 2017 a été médiocre, du fait notamment de la réduction du nombre de ménages agricoles et du niveau inférieur à la moyenne des superficies emblavées par ménage en raison de l'intensité et de l'ampleur accrues du conflit qui a perturbé les activités agricoles. Les réductions les plus importantes des superficies emblavées ont été observées dans les États de l'Équatoria-central (-48 pour cent) et du Bahr el Ghazal occidental (-28 pour cent).
- Outre la présence endémique de ravageurs communs, une infestation de chenilles légionnaires d'automne, détectées pour la première fois dans le pays cette année, a provoqué des dommages relativement modérés sur les cultures de maïs et de sorgho dans plus de 20 comtés.
- En janvier 2018, 48 pour cent de la population du Soudan du Sud (environ 5,3 millions de personnes) était classée dans les phases 3 ("crise"), 4 ("urgence") et 5 ("catastrophe") du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Cela représente une augmentation de près de 40 pour cent par rapport à la même période l'année précédente. Au plus fort de la période de soudure en juillet 2018, cette proportion pourrait atteindre 63,4 pour cent (soit 6,9 millions de personnes). Les situations les plus graves ont été constatées dans les États d'Unité et de Jonglei, où la population dans certains comtés souffre de famine ou est à risque de famine, ainsi que dans l'État du Bahr el Ghazal du Nord.
- L'insécurité alimentaire a atteint de nouveaux sommets au cours de la période des récoltes de 2017: 70 pour cent de la population était en situation d'insécurité alimentaire, dont 14 pour cent en situation de grave insécurité alimentaire, une légère augmentation par rapport aux valeurs enregistrées un an plus tôt. Selon les informations récoltées, seul 20 pour cent des ménages ont bénéficié d'une consommation alimentaire acceptable. Au cours de la prochaine période de soudure, à la mi-2018, les niveaux d'insécurité alimentaire devraient encore augmenter.
- Les conditions de l'élevage étaient généralement bonnes grâce à des disponibilités en eau et en pâturages satisfaisantes à la suite d'une saison des pluies favorables. Comme durant les trois années précédentes, l'altération des routes de migration/commercialisation du bétail et des vols généralisés de bovins ont été signalés dans la plupart des principales zones de conflit/d'insécurité.
- L'inflation a considérablement diminué par rapport au sommet de plus de 500 pour cent atteint en septembre 2016, en raison de la réduction progressive des politiques d'expansion monétaire, mais elle est restée très élevée, le taux d'inflation annuel étant estimé en décembre 2017 à 188 pour cent.
- Les prix des céréales ont diminué au cours du deuxième semestre de 2017 avec l'arrivée des nouvelles récoltes sur les marchés, mais fin 2017 ils étaient toujours jusqu'à deux fois plus élevés qu'un an plus tôt et plus de sept fois supérieurs à ceux observés deux ans auparavant, soutenus par un resserrement de l'offre, les perturbations du marché liées à l'insécurité, le taux élevé d'inflation globale et la faiblesse de la monnaie locale.
- En novembre 2017, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) s'élevait à environ 1,9 million. Le nombre de réfugiés dans les pays voisins s'élevait à près de 2,1 millions de personnes, dont plus de 1,6 million de nouveaux arrivants enregistrés depuis le mois de juillet 2017, lorsque le conflit s'est propagé de la région du Nil Supérieur à la plupart des régions du pays.
- Dans le cadre de son intervention d'urgence en 2018, la FAO envisage de fournir un appui à 400 000 ménages vulnérables, dont 350 000 recevront des semences de sorgho, de maïs et de niébé à travers un processus de distribution directe, tandis que 50 000 autres ménages recevront des semences dans le cadre de foires aux semences. En outre, la moitié des 400 000 ménages recevront des semences de légumes alors que le reste (50 pour cent) recevra des kits de pêche. La campagne de vaccination et de traitement du bétail devrait atteindre environ 8,7 millions d'animaux.
- En 2018, le PAM envisage de fournir une assistance alimentaire à plus de 4,8 millions de personnes au Soudan du Sud à travers la distribution de près de 310 000 tonnes d'aliments. Cela comprend une aide alimentaire d'urgence à destination d'environ 4 millions de personnes parmi les plus touchées par l'insécurité alimentaire aiguë et un appui à près de 1,1 million de personnes (réfugiés, personnes déplacées de l'Abyei, autres Soudanais du Sud vulnérables) par le biais d'activités axées sur le redressement et le développement (repas scolaires, assistance alimentaire et financière pour la création d'actifs, Achats au service du progrès).

VUE D'ENSEMBLE

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) s'est rendue au Soudan du Sud du 4 au 14 décembre 2017 pour estimer la production céréalière de 2017 et évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire dans le pays. La CFSAM a examiné les conclusions de plusieurs missions d'évaluation des récoltes menées au moment des semis et des récoltes dans les différentes zones agro-écologiques du pays de mai à décembre 2017. Comme en 2014, 2015 et 2016, toutes les missions ont été effectuées par un groupe de travail composé de fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MASA), du Bureau national de la statistique (BNS) et de la FAO. Les membres du groupe de travail ont été formés au cours des dernières années pour mener des évaluations rapides en utilisant des techniques et des protocoles établis, comme des visites de terrain à pied et en voiture, la notation des cultures sur pied selon leur rendement et du bétail en fonction de leur état physique, la réalisation d'entretiens avec des informateurs clés et des études de cas d'agriculteurs. En outre, avec le soutien du projet AFIS de la FAO, 39 Comités de suivi des cultures à l'échelle des comtés (CSCC) ont été formés en 2016 et 2017, en vue d'étendre la responsabilité de la collecte de données plus objectives au niveau local.

Mettant à profit l'expérience couronnée de succès du nouveau format d'évaluation introduit en 2014, l'évaluation annuelle des récoltes de 2017 menée au Soudan du Sud s'est également appuyée sur une feuille de route établie sur une année complète, avec une série d'évaluations au niveau des États des semis et des récoltes réalisées par des équipes du Groupe de travail. Malheureusement, la grave insécurité qui caractérise le pays depuis juillet 2016 a empêché la pleine exécution du plan et provoqué une importante réduction des activités sur le terrain, qui ont été limitées aux zones accessibles. Dans l'ensemble, neuf missions d'évaluations des semis et 14 missions d'évaluation des récoltes (23 au total) ont été menées dans les États de l'Équatoria-central, de l'Équatoria-oriental, de l'Équatoria-occidental, du Bahr el Ghazal du Nord, des Lacs, de Warrap, de Jonglei, du Nil Supérieur, et du Bahr el Ghazal occidental. Les équipes n'ont pu accéder à l'ensemble de l'État d'Unité et à la plupart des zones des États de l'Équatoria-central, de l'Équatoria-oriental, de l'Équatoria-occidental et de Jonglei, aussi bien au moment des semis que durant les périodes de récolte. Dans toutes les zones visitées, des préoccupations concernant la sécurité ont empêché la réalisation de traversées en voiture et les évaluations ont été essentiellement menées dans le cadre de visites à pied pour évaluer les rendements. En outre, 966 études de cas d'agriculteurs et 73 entretiens avec des informateurs clés (1 039 au total) ont été menés entre mai et décembre 2017.

Conformément aux procédures standard du CFSAM concernant les sources secondaires d'information, le Groupe de travail a examiné et commenté les facteurs ayant une incidence sur le rendement des récoltes au cours de l'année de production 2017, a estimé la production céréalière nationale au cours de l'année et a évalué la situation globale de la sécurité alimentaire. Dans les zones où les risques pour la sécurité de l'équipe, en raison de détériorations localisées de l'ordre public, étaient considérés comme trop élevés pour autoriser des membres de l'équipe à se rendre sur place à des moments critiques, la mission a eu recours à des procédures d'évaluation "à distance", fondées sur des entretiens téléphoniques avec des interlocuteurs clés, pour calculer des estimations. Des informations des CSCC intervenant dans des zones peu sûres (non accessibles aux équipes du Groupe de travail) ont été envoyées à l'équipe d'évaluation des récoltes à Juba, par divers moyens, y compris la remise en mains propres de rapports.

En ce qui concerne le secteur agricole traditionnel, selon les estimations, les superficies totales emblavées en céréales en 2017 s'élèveraient à 863 000 hectares, environ 8,1 pour cent de moins qu'en 2016, en raison de la réduction du nombre de ménages agricoles et du recul des superficies emblavées par ménage causés par l'augmentation de l'intensité et l'ampleur du conflit depuis juillet 2016, qui a perturbé les activités agricoles. Les plus fortes contractions des superficies récoltées ont été signalées dans les principales zones de production des États de l'Équatoria-central et de l'Équatoria-occidental (respectivement -47 et -11 pour cent) et dans l'État du Bahr el Ghazal occidental (-28 pour cent). En revanche, les superficies récoltées ont légèrement augmenté dans les États du Nil Supérieur (10 pour cent), d'Unité (9 pour cent) et des Lacs (7 pour cent) grâce au retour de certains ménages qui avaient été déplacés. Les précipitations en 2017 ayant été essentiellement favorables en termes de quantité et de répartition (sauf dans certaines régions de l'Équatoria-oriental et de Jonglei) et les pertes de récolte dues aux ravageurs et aux maladies ayant été modérées (à part dans les régions touchées par les légionnaires d'automne), l'insécurité généralisée liée au conflit, qui a provoqué le déplacement des agriculteurs et limité l'accès à leurs terres, a continué d'être le principal facteur de la réduction des rendements.

La production céréalière nette de 2017, après déduction des pertes après-récolte et de l'utilisation à des fins de semences, est estimée à 764 107 tonnes dans le secteur traditionnel, soit 7,5 pour cent de moins qu'en 2016 et 14 pour cent de moins que la moyenne quinquennale, le plus petit volume récolté depuis le début du conflit. La diminution prévue de la production nationale en 2017 est essentiellement le fait des répercussions du conflit sur les superficies emblavées et les rendements, en particulier dans la grande région de l'Équatoria et dans l'État du Bahr el Ghazal occidental. En particulier, selon les estimations, une réduction spectaculaire de la production est survenue dans l'État de l'Équatoria-central, où la production s'est contractée de 48 pour cent par rapport aux niveaux de l'année précédente. En revanche, la production aurait progressé dans les États d'Unité et du Nil Supérieur de respectivement 18 et 9 pour cent. Des augmentations modérées de 6 pour cent sont également prévues dans les États des Lacs et de Jonglei, bien que les niveaux restent nettement inférieurs à ceux observés avant le début du conflit. Avec une population projetée d'environ 11,4 millions de personnes à la mi-2018 et une consommation moyenne d'environ 110 kg de céréales par habitant et par an, les besoins totaux de céréales en 2018 sont estimés à environ 1,246 millions de tonnes. En conséquence, le déficit céréalier devrait représenter environ 482 000 tonnes dans le secteur traditionnel pour la campagne de commercialisation janvier-décembre 2018, soit 25,5 pour cent de plus que le déficit estimé pour 2017.

La production céréalière nette issue du secteur mécanisé dans l'État du Nil Supérieur et du programme de production de sorgho de Ton Chol dans l'État du Bahr el Ghazal du Nord, est estimée à 87 127 tonnes. Même si une partie de cette production devrait être commercialisée de l'autre côté de la frontière au Soudan, certaines quantités devraient d'être commercialisées dans le pays et pourrait ainsi offrir au Gouvernement de la République du Soudan du Sud et aux agences humanitaires des possibilités d'achats locaux.

Le pays est confronté à une crise macro-économique prolongée, caractérisée par une contraction de la production intérieure, des taux d'inflation très élevés et une flambée des primes de change sur le marché parallèle. Après deux années de croissance modérée en 2013 et 2014, le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté d'environ 11 pour cent en 2015 et en 2016 et de 6,6 pour cent supplémentaire en 2017, à cause des répercussions du conflit sur l'ensemble de l'économie, en particulier sur les recettes d'exportation du secteur pétrolier ainsi que sur les investissements en capital fixe du gouvernement. L'inflation a considérablement diminué par rapport au sommet atteint en septembre 2016 (mois durant lequel le taux d'inflation annuel a atteint 550 pour cent) en raison principalement de la réduction progressive des politiques d'expansion monétaire, mais elle est restée très élevée, le taux d'inflation annuel étant estimé en décembre 2017 à 188 pour cent.

Les prix des céréales, qui ont commencé à fortement augmenter à la fin de 2015 en raison de la dévaluation de la monnaie locale, du ralentissement économique général et de l'insécurité généralisée, ont atteint des niveaux record à la mi-2017. Par la suite, dans la capitale, Juba, les prix du sorgho et du maïs ont fléchi de 12-13 pour cent entre juin et décembre, parallèlement à l'arrivée sur les marchés des récoltes de 2017. De même, les prix du sorgho ont diminué sur les marchés d'Aweil, de Wau et de Bentiu de 20 à 50 pour cent entre août et octobre. Malgré les baisses récentes, le prix des céréales à la fin de 2017 étaient encore jusqu'à deux fois plus élevés qu'un an plus tôt et plus de sept fois supérieurs à leurs valeurs d'il y a deux ans. Partout dans le pays, les flux commerciaux et les activités du marché sont à des niveaux plus bas qu'avant le conflit en raison de l'insécurité généralisée qui freine les flux commerciaux et entrave l'accès physique des ménages aux marchés.

En janvier 2018, 48 pour cent de la population du Soudan du Sud (soit un peu plus de 5,3 millions de personnes) était classée dans les phases 3 ("crise"), 4 ("urgence") et 5 ("catastrophe") de l'IPC. Au plus fort de la période de soudure à la mi-2018 (mai-juillet), cette proportion pourrait atteindre 63,4 pour cent (soit 6,9 millions de personnes). Ces chiffres représentent une augmentation considérable de 40 pour cent par rapport à la même période un an plus tôt. Dans certains États, le nombre de personnes dans les phases IPC 3, 4 et 5 a triplé.

Cela s'explique par la propagation du conflit dans des zones jusqu'alors en paix et par le prix extrêmement élevé des denrées de base alors que les populations rurales sont fortement dépendantes du marché. L'insécurité généralisée et la conjoncture économique défavorable ont abouti à une perturbation prolongée des flux commerciaux de produits et à la propagation de conditions humanitaires critiques dans des zones qui ne sont pas directement touchées par les principales hostilités.

L'insécurité alimentaire a atteint de nouveaux records en 2017 (70 pour cent de la population au moment des récoltes, dont plus de 14 pour cent en situation de grave insécurité alimentaire), soit deux fois plus qu'avant le début du conflit mais une dégradation modérée par rapport à la même période l'année dernière (l'insécurité alimentaire concernait 67 pour cent de la population dont 14 pour cent en situation de grave insécurité alimentaire). La consommation alimentaire s'est dégradée dans la plupart des régions à l'exception de l'Équatoria-occidental et du Bahr el Ghazal occidental. Au cours de la prochaine période de soudure, à la mi-2018, les niveaux d'insécurité alimentaire devraient encore augmenter.

Les ménages restent extrêmement dépendants des marchés au cours de la période de soudure, particulièrement dans les États du Bahr el Ghazal du Nord, du Bahr el Ghazal occidental, des Lacs et de Warrap, où plus de 60 pour cent des ménages sont tributaires des marchés pour les denrées de base au cours de la période de soudure – il s'agit d'une amélioration par rapport à l'année précédente (70 pour cent à la mi-2016). Les ménages ruraux dans ces régions sont par conséquent extrêmement vulnérables aux chocs des prix tels que ceux survenus à la mi-2017.

La dépendance à l'égard du marché et les chocs des prix ont entraîné une hausse de la part des ménages confrontés à des dépenses alimentaires élevées et très élevées pendant la période de soudure de 2017 (60 pour cent contre 52 pour cent à la mi-2016). Les dépenses alimentaires les plus élevées ont été observées dans l'État du Bahr el Ghazal du Nord et dans les régions voisines, précisément celles les plus touchées par la perturbation des réseaux commerciaux en raison de l'insécurité.

En 2018, le PAM envisage de fournir une assistance alimentaire à plus de 4,8 millions de personnes au Soudan du Sud à travers la distribution de près de 310 000 tonnes d'aliments. Cela comprend une aide alimentaire d'urgence à destination d'environ 4 millions de personnes parmi les plus touchées par l'insécurité alimentaire aiguë et un appui à près de 1,1 millions de personnes (réfugiés, personnes déplacées de l'Abyei, autres Soudanais du Sud vulnérables) par le biais d'activités axées sur le redressement et le développement (repas scolaires, assistance alimentaire et financière pour la création d'actifs, Achats au service du progrès).

Dans le cadre de son intervention d'urgence en 2018, la FAO envisage de fournir un appui à 400 000 ménages vulnérables, dont 350 000 recevront des semences de sorgho, de maïs et de niébé à travers un processus de distribution directe, tandis que 50 000 autres ménages recevront des semences dans le cadre de foires aux semences. En outre, 50 pour cent des 400 000 ménages recevront des semences de légumes alors que le reste (50 pour cent) recevra des kits de pêche. La campagne de vaccination et de traitement du bétail devrait atteindre environ 8,7 millions d'animaux.

RECOMMANDATIONS

Le conflit a profondément perturbé le fonctionnement de tous les secteurs économiques dans le pays, y compris l'agriculture et l'élevage, avec des répercussions dramatiques sur la sécurité alimentaire des ménages. Il a touché presque toutes les communautés du Soudan du Sud, directement ou indirectement, à travers la perte de vies humaines, un appauvrissement, des restrictions des déplacements, la perte de la sécurité personnelle et d'importantes pertes de bétail et de cultures. En outre, l'effondrement macro-économique a radicalement limité les échanges et les marchés en 2016 et 2017. En conséquence, le déficit vivrier cumulé a augmenté par rapport à l'année précédente et les mécanismes commerciaux et humanitaires mis en place pour combler ce déficit, sont confrontés à de sérieuses difficultés. Une expansion de la production alimentaire intérieure est par conséquent essentielle pour empêcher une escalade de l'insécurité alimentaire en 2018 et au-delà.

Parvenir à une paix stable et durable est la recommandation primordiale en vue de progresser sur la voie du développement agricole et d'améliorer la sécurité alimentaire. Tout en comprenant la complexité de la situation actuelle durant le processus de réconciliation et de consolidation de la paix, les recommandations suivantes sont faites dans l'espoir que l'accord de paix nationale progressera avec succès afin d'assurer un avenir meilleur aux Soudanais du Sud.

Agriculture

Afin de renforcer la production alimentaire intérieure et de réduire le déficit vivrier en 2018:

- Soutenir la production céréalière en 2018 en fournissant des intrants agricoles et en organisant des foires aux semences en temps opportun, tout en fournissant aux agriculteurs les outils technologiques nécessaires ainsi que des services d'orientation et de formation.

- Outre la distribution de semences et d'outils par le biais de projets d'urgence, il convient également de fournir un appui à des agriculteurs ciblés afin de promouvoir l'adoption de pratiques agricoles améliorées, telles qu'une bonne préparation des sols, un désherbage efficace, des techniques de contrôle de la Striga (une mauvaise herbe parasite), la lutte intégrée contre les ravageurs et les pratiques d'entretien pour améliorer la fertilité des sols, entre autres.
- Relever les principaux défis liés aux dégâts provoqués par les chenilles légionnaires d'automne, dont l'ampleur devrait croître en 2018.
- Fournir un appui coordonné aux personnes qui retournent dans certaines régions touchées par le conflit pour les aider à reconstruire leurs systèmes de subsistance en facilitant leur accès à la terre et aux intrants agricoles, tout en assurant une aide alimentaire suffisante pour répondre à leurs besoins à court terme.
- Renforcer les écoles pratiques d'agriculture et de pastoralisme pour soutenir l'adoption et l'utilisation durable des systèmes de production agro-pastorale.
- Continuer d'améliorer les outils et méthodes d'évaluation des récoltes, en insistant particulièrement sur le renforcement des compétences d'évaluation des agents agricoles au niveau des comtés, en élargissant la participation des fonctionnaires des administrations locales et des ONG dans l'évaluation des récoltes annuelles et dans les activités saisonnières de suivi et en leur fournissant des formations spécifiques.
- Il convient non seulement de renforcer les CSCC, mais également d'établir des liens solides entre les Ministère de l'agriculture aux niveaux des comtés et des États, ainsi qu'entre les États et les équipes spéciales nationales (MASA et BNS).

Élevage

- Approfondir et élargir les interventions en matière de santé animale. En particulier: 1) former des professionnels de santé animale et leur permettre de se déplacer librement en vue de s'acquitter de leurs fonctions dans tous les États; 2) revoir les campagnes et les procédures de vaccination selon les calendriers de vaccination établis; et 3) élargir la couverture des programmes de vaccination, en évitant les protocoles de vaccins incorrects et les vaccinations sous-optimales.
- Rétablir l'accès aux zones de pâturage et voies de migration saisonnières qui ont été perturbées depuis le début du conflit en appuyant un processus de négociation entre les divers groupes pastoraux.
- Établir un système d'information sur l'élevage afin de surveiller des indicateurs clés, y compris la production, la commercialisation, les déplacements et la santé animales.

Marchés

- Suivre attentivement les stocks alimentaires et les comportements commerciaux sur les principaux marchés et faciliter l'acheminement de denrées en provenance des zones excédentaires vers les zones déficitaires, en tenant compte des dynamiques locales des marchés, ainsi que le long des principaux couloirs commerciaux aussi bien à des fins commerciales qu'à des fins humanitaires.
- Maintenir et renforcer le système de suivi des marchés et des prix afin d'informer sur la disponibilité alimentaire et la situation des prix sur différents marchés à travers le pays et favoriser des interventions en temps opportun.
- Étendre l'utilisation des transferts monétaires dans les zones où les marchés fonctionnent afin d'encourager l'offre et de favoriser une plus grande stabilité du marché en stimulant la demande.

Sécurité alimentaire

- Cibler l'aide alimentaire de manière à assister les ménages les plus vulnérables dans les zones où les déficits vivriers sont les plus importants et les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés, en particulier dans certaines zones des États du Nil Supérieur, du Bahr el Ghazal du Nord et de l'Équatoria-oriental. Compte tenu du fort déficit céréalier, de l'hyperinflation et de l'insécurité qui règne dans certaines parties du pays, le niveau d'insécurité alimentaire des ménages devrait être plus élevé que l'année précédente. Il est ainsi nécessaire d'intensifier les efforts pour soutenir les populations qui ont le plus besoin d'aide. Le cas échéant, l'assistance devrait être fournie par le biais d'interventions de type vivres pour la création d'actifs et de programmes de soutien aux moyens de subsistance axés sur l'agriculture. Ces activités devraient viser à offrir des possibilités de réhabiliter les moyens de subsistance et de renforcer les mécanismes d'adaptation. La conception et la mise en œuvre des activités d'aide alimentaire devraient s'appuyer sur une analyse approfondie des contextes locaux: les transferts monétaires devraient être effectués dans des endroits où les marchés sont fonctionnels et où l'offre alimentaire est assurée, ainsi que dans des zones où certains ménages agricoles ont une production excédentaire, afin de permettre aux bénéficiaires ciblés d'acheter de la nourriture à ces ménages. Dans les zones qui ont besoin d'aide alimentaire et où les conditions susmentionnées ne sont pas remplies, une assistance en nature devrait également être prise en considération.

- Encourager la conception et la mise en œuvre d'interventions multisectorielles, assorties ou non de conditions, et envisager des mécanismes de transferts axés sur le marché dans les zones où les marchés fonctionnent de façon adéquate pour lutter contre l'insécurité alimentaire des ménages et soutenir l'économie locale.
- Fournir aux populations souffrant d'insécurité alimentaire et aux ménages déplacés dans les régions touchées par le conflit un soutien d'urgence aux moyens de subsistance approprié au contexte, en distribuant des semences de légumes et des kits de pêche.
- Améliorer l'accès aux aliments riches en micronutriments et en protéines grâce à l'utilisation de coupons nutritionnels à échanger contre des légumes, du poisson et du lait issu de la production locale.
- Intégrer un volet d'éducation nutritionnelle (alimentation des nourrissons et des jeunes enfants) dans les interventions de sécurité alimentaire (distribution générale de vivres, dispositifs pour la création d'actifs, transferts monétaires).
- Affiner la matrice de priorisation des zones nécessitant des interventions à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les États touchés par le conflit en incluant, lorsque cela s'avère possible, les données disponibles concernant la nutrition maternelle.
- Assurer un suivi permanent de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en particulier dans les régions touchées par le conflit, afin d'ajuster périodiquement la stratégie et les interventions humanitaires d'urgence.
- Renforcer les systèmes d'alerte rapide en améliorant le suivi des précipitations et de l'état des cultures tout au long de la campagne. Promouvoir l'utilisation des données provenant de Sentinel 2 afin de cartographier les types de cultures à l'échelle du pays.
- Il s'agit notamment: i) d'assurer un suivi de la pluviosité grâce à des techniques de télédétection et de SIG en vue d'améliorer la qualité des prévisions de récoltes et donc la fiabilité des évaluations; et ii) d'examiner la disponibilité d'images satellites à haute résolution qui pourront être utilisées pour estimer les superficies ensemencées, les rendements et la production.

